Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2174

Artikel: 1er Août : lettre ouverte à Ada Marra : l'historien libéral-radical répond sur le fond à la députée socialiste vaudoise au Conseil national

Autor: Meuwly, Olivier

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014360

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Un changement radical de la pyramide des âges s'annonce. On le sait depuis longtemps, mais les échéances se rapprochent. En 2003, les retraités forment encore la catégorie la plus faible (16%) et les jeunes représentent un peu plus du cinquième de la population, les personnes actives étant majoritaires (62%). En 2003, les personnes âgées de 35 ans étaient les plus nombreuses – elles ont aujourd'hui 49 ans. Le ventre du bibendum de la pyramide des âges se déplace inexorablement vers l'âge de la retraite, qu'il atteindra dans les années 2030 et suivantes.

La part des retraités dans la société n'augmente pas seulement parce qu'une génération dite du *baby boom* quitte progressivement la vie active, mais aussi parce que l'espérance de vie s'est prolongée. Une bonne nouvelle en soi, mais un défi croissant pour l'AVS.

Dans un tel contexte, ne rien faire serait irresponsable. La structure du financement de l'AVS n'a pas bougé depuis l'année 2000. Cela fait plus de 10 ans qu'on essaie de trouver une recette susceptible de rassembler la majorité des suffrages.

Le paquet soumis à votation, âprement négocié au Parlement, répond aux objectifs fixés au départ: maintien des prestations de la prévoyance vieillesse, équilibre financier de l'AVS, adaptation de la prévoyance vieillesse à l'évolution de la société, amélioration de la répartition des excédents, de la transparence et de la surveillance de la prévoyance professionnelle.

C'est un paquet typiquement helvétique: il satisfait moyennement certains, d'autres peuvent l'admettre, d'autres encore grincent des dents. Mais une chose est sûre: il répond à la nécessité de consolider rapidement l'équilibre financier de l'ensemble de la prévoyance vieillesse.

Pour ce qui est de l'avenir, l'Ofas et le département d'Alain Berset sont certainement déjà en train de mettre en route la prochaine réforme. En effet, la présente mouture répond aux nécessités des 12-13 prochaines années seulement. L'arrivée à la retraite des groupes d'âge les plus nombreux constituera le défi de la prochaine réforme.

Il serait bon que les partisans d'aujourd'hui prônant une prévoyance vieillesse plus solidaire affûtent dès à présent leurs arguments, de manière à participer activement à la suite de l'histoire.

1er Août: lettre ouverte à Ada Marra

L'historien libéral-radical répond sur le fond à la députée socialiste vaudoise au Conseil national

Olivier Meuwly - 08 août 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31849

Madame la conseillère nationale, chère Madame,

Il est peu dire que la déclaration postée sur votre compte Facebook la veille du jour de la fête nationale a brusquement réveillé la Suisse, du moins francophone, de son engourdissement estival.

J'ai déjà eu l'occasion de réagir à chaud à votre affirmation selon laquelle la Suisse n'existerait pas. J'ai également eu l'occasion d'exprimer mon dégoût à l'égard des injures dont vous avez fait l'objet.

Le problème que vous avez soulevé mérite un débat plus serein car il pointe la question fondamentale de l'identité, et des identités, à une époque agitée par des remises en question d'une grande ampleur. Une fois de plus l'histoire s'invite dans le débat politique et c'est sur ce terrain qu'il s'agit de se replacer.

Un journaliste du *Matin Dimanche*, qui m'interrogeait après la publication de mon interview dans *Le Temps*, se demandait pourquoi une assertion qui a fait scandale au début des années 1990 pouvait à nouveau provoquer pareille émotion une génération plus tard. Je crois que la réponse est assez simple et ce fait ne pouvait pas vous avoir échappé. Voici 25 ans, combien de questions existentielles n'assaillaient-elles pas notre pays, attisées par les festivités liées au 700e anniversaire de la Confédération, la question européenne, puis le rôle de la Suisse durant la deuxième guerre mondiale? Période troublée qu'aggravait une terrible crise économique.

La sentence proférée à Séville par Ben Vautier tombait comme un couperet dans un contexte idéologique et intellectuel malmené. Nos partis, impuissants à répondre à la crise morale qui s'était emparée de nombre de nos compatriotes, ont ouvert la voie à l'ascension de l'UDC, qui a lancé une véritable OPA sur l'histoire à grand renfort de figures mythologiques ressuscitées pour l'occasion. La gauche vissée à sa critique unilatérale de l'Etat fédéral «*bourgeois*» et la droite modérée qui, elle, s'était désintéressée de la question historique, en furent pour leurs frais, hélas.

Le contexte est-il différent aujourd'hui? Le débat sur les mythes a été mené dans le prolongement de la parution de diverses *Histoires suisses* vulgarisées. Les historiens ont su les remettre dans leur juste perspective, dans leur aléatoire scientificité mais aussi dans leur dimension nutritive d'un récit national qu'il convient néanmoins, et continuellement, de surveiller à l'aide des instruments critiques à notre disposition. Et la question européenne s'est apaisée, bien qu'elle sème encore des ferments de discorde dans notre vie politique.

Mais la mondialisation galopante et la numérisation, surtout depuis la crise des années 2008/2009, ont brouillé les cartes et la question des identités est redevenue d'actualité, surtout dans les autres pays européens et aux Etats-Unis, confrontés à des vagues «*populistes*» qu'ils ne parviennent pas à endiguer. La Suisse, forte des enseignements hérités des années 90, gère autant que faire se peut cette instabilité qui a saisi les démocraties occidentales. Je considère pour ma part que la démocratie directe n'a pas peu contribué à ce résultat.

Votre déclaration n'est donc pas innocente. Elle renvoie à celle de Ben, mais aussi au contexte agité dans lequel elle fut prononcée. Nous pouvons donc être légitimement convaincus que vous souhaitez que la question soit à nouveau posée, peut-être en guise d'avertissement contre le regain nationaliste perceptible çà et là, dans le sillage des succès de certains partis «*populistes*» de droite.

Mais votre réponse à une inquiétude que l'on doit prendre au sérieux est-elle adaptée? Permettez-moi d'en douter. Vous créez un amalgame entre nationalisme, nation, patrie mais aussi, en remuant la soupe mythologique, avec l'histoire nationale. Vous réduisez l'histoire suisse à cette bouillie dont la valeur est surtout symbolique et paradoxalement plus féconde qu'on le croit souvent, pour mieux en déduire que la Suisse n'existe pas.

La nation, la frontière ne sont pas forcément synonymes de fermeture. La Suisse a une histoire riche, avec des hauts faits, des zones d'ombre, comme toutes les histoires. Cette réalité mérite-t-elle une condamnation morale définitive? Pas sous la forme hâtive que vous proposez. En niant l'histoire nationale, vous déterritorialisez l'individu que vous noyez dans un nuage abstrait.

L'identité collective existe, faite d'identités individuelles qui peuvent être, en effet, multiples. Elle est faite d'ingrédients en lesquels les habitants d'un espace donné, qu'ils y soient nés ou non, se reconnaissent. Pour la Suisse, la démocratie directe me semble constituer un socle auquel les Suisses, même de fraîche date, aiment dans leur écrasante majorité s'adosser. Ils n'en ignorent pas les limites, en voient les chausse-trappes, mais savent surtout l'apprécier, car ils ont appris à distinguer en elle le moyen de dénouer les tensions qui

parcourent naturellement tout corps politique.

Et une histoire nationale, narrée sous toutes ses facettes, ne pourrait-elle pas apparaître comme un terrain où les Suisses et les *«habitants en Suisse»* pourraient se retrouver? Cultiver la connaissance de l'histoire *«nationale»* est-elle forcément une barrière à l'Autre? Je crois exactement le contraire!

Ma propre expérience m'a convaincu que l'on est d'autant plus apte à recevoir le métissage culturel que vous appelez de vos vœux si l'on maîtrise sa propre histoire. Car l'Autre vient avec la sienne: comment le comprendre si nous n'avons à lui offrir que la négation de notre propre histoire? Il en sortira un triste relativisme, terreau d'une incompréhension réciproque, gage d'un échange voué à l'échec.

Permettez-moi une dernière remarque. Une votation difficile nous attend sur l'initiative dite de la primauté du droit national et qui vise à la fois le droit ressenti comme envahissant en provenance de l'Union européenne et l'*«impérialisme»* présumé des droits de l'homme tels qu'ils seraient interprétés par les juges de Strasbourg. Libéraux, attachés à une compréhension des droits de l'homme qui puise dans les premières déclarations américaine et française de la fin du 18e siècle, et socialistes, qui font volontiers leurs les droits de l'homme tels qu'ils ont été redéfinis depuis la victoire sur le nazisme, devront travailler ensemble pour faire barrage à cette initiative. Vos déclarations placent ce combat sous de bien mauvais auspices.

Veuillez agréer, Madame la conseillère nationale, chère Madame, mes salutations respectueuses.

Choba Choba – un pour tous, tous pour un

Un chocolat suisse différent, qui bénéficie directement aux producteurs péruviens qui en sont les actionnaires

Charlotte Robert - 16 août 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31969

Sainsbury's, le géant britannique du commerce de détail, a décidé de ne plus vendre de produits portant le label Fairtrade (DP 2113). Il va créer son propre système de commerce équitable.

C'est ce qu'a révélé récemment le *Guardian*. L'article précise que les produits Fairtrade vendus par Sainsbury's en 2016 avaient rapporté aux 1,6 million de paysans concernés 1,3 dollar par mois de supplément de prix et 1 dollar par mois pour les investissements communautaires contrôlés par Fairtrade.

De l'autre côté de la planète, au Pérou, des paysans cultivateurs de cacao, disaient à un *«col blanc»* de Fairtrade: vous êtes bien sympathique, mais votre système ne nous mène à rien. Ces paysans avaient quitté la coca pour le cacao et avaient travaillé huit ans avec Eric Garnier et Christoph Inauen. Qui de son côté, constatait également les désastres de l'industrie du chocolat au Ghana où il voyait les enfants participer à la récolte du cacao.

Ces deux hommes, qui se connaissaient bien, décidèrent de chercher un système, une structure, une rémunération… qui changeraient quelque chose. Pendant deux ans, ils ont discuté avec les familles de producteurs des communautés de Pucallpillo et de Santa Rosa en Amazonie péruvienne. Et, à l'automne 2015, ils ont créé Choba Choba et se sont lancés sur le marché suisse.